

Jill Carino

Évènements en 2020

Réponses et impacts relatifs à la COVID-19

Le gouvernement philippin a été pris au dépourvu par la pandémie de COVID-19. Alors même que les cas augmentaient de janvier à février, le pays est resté ouvert aux voyageurs en provenance de Chine et d'autres pays. Le gouvernement a imposé tardivement un confinement total et une mise en quarantaine communautaire renforcée à partir du 15 mars 2020. Cela a conduit à l'annulation des vols, à la restriction de la circulation dans presque toutes les provinces et villes, à l'arrêt des activités économiques, à la fermeture des écoles, au couvre-feu de 24 heures, à la quarantaine à domicile pour tous, sauf pour les travailleurs clés, et à la suspension des transports publics, sauf en cas d'urgence. Usant d'une approche militariste pour faire face à la crise sanitaire, le gouvernement a mobilisé l'armée et la police pour faire appliquer les protocoles de santé et de sécurité et arrêté 177.540 auteurs présumés de « violations de la quarantaine »¹, dont 52 535 étaient détenus au 21 mai 2020².

Cette situation a affecté les communautés autochtones du pays et perturbé leur vie économique, politique et sociale. Beaucoup ont perdu leurs moyens de subsistance, certains ont été bloqués dans des communautés et des villes avec un accès limité aux approvisionnements alimentaires, aux services de santé de base ou au dépistage du COVID-19. Les organisations autochtones ont répondu à la pandémie en menant des opérations de secours, en produisant du matériel d'information sur le virus et sur la manière de se protéger, et en commercialisant des produits locaux pour fournir une source de revenus aux agriculteurs. Ces efforts ont été sapés par les militaires dans certaines régions où ils ont largué des dépliants depuis des hélicoptères pour avertir les gens de ne pas se prévaloir des biens de secours distribués par de prétendues « organisations de façade » de terroristes communistes. L'utilisation des connaissances et pratiques autochtones telles que la quarantaine communautaire traditionnelle et les remèdes à base de plantes a également été signalée.

La pandémie est survenue au milieu d'une aggravation de la situation des droits de l'Homme sous l'administration du président Duterte. La crise de la COVID-19 a accéléré le rétrécissement de l'espace démocratique dans le pays. Dans l'objectif de mettre en œuvre ses programmes économiques néolibéraux et mettre fin à l'insurrection communiste d'ici 2022, le gouvernement a poursuivi sa soi-disant « guerre contre la drogue », intensifié ses opérations de contre-insurrection et la répression politique.

Législation affectant les peuples autochtones

Le 24 mars 2020, le Congrès philippin a adopté le « *Bayanihan to Heal as One Act* » (loi de la République n ° 11469) déclarant l'état d'urgence nationale, créant un groupe de travail inter-institutions pour lutter contre la pandémie de COVID-19, imposant des sanctions pour les violations de la loi, et accordant au Président des pouvoirs supplémentaires pour utiliser des fonds afin de financer les plans de relance et les

projets de développement.³ La loi Bayanihan a été suivie par la loi de la République N° 11332, créant des directives pour une quarantaine communautaire renforcée (*Enhanced Community Quarantine, ECQ*). Ensemble, ces deux lois ont été utilisées pour faire avancer le programme de développement de Duterte tout en empêchant la mobilisation et les protestations publiques. Les organisations autochtones ont critiqué la loi pour ses dispositions qui ont facilité de nouvelles violations des droits civils, politiques et socioéconomiques des peuples autochtones⁴.

Le 4 juin 2020, la « Relance accélérée et la stimulation des investissements pour l'économie des Philippines » (*Accelerated Recovery and Investments Stimulus for the Economy of the Philippines, ARISE Philippines*) a été adoptée. La loi a alloué un programme de relance de 1,3 billion de pesos philippins (PhP), dont 650 milliards de pesos ont été alloués pour améliorer le programme d'infrastructure *Build Build Build* du gouvernement.⁵ Il existe plus de 100 projets *Build Build Build*, dont beaucoup doivent être construits sur les territoires des peuples autochtones.⁶

Cela a été suivi le 27 juillet 2020 par l'adoption du « *Bayanihan to Recover as One Act* » (Bayanihan Act 2) « prévoyant une réponse à la COVID-19 et des interventions de redressement, et établissant des mécanismes pour accélérer la reprise et renforcer la résilience de l'économie philippine ».⁷ Le président Duterte utilise ses pouvoirs exécutifs en vertu de ces lois pour détourner et s'approprier des fonds pour la réponse à la COVID-19 ainsi que pour financer des projets d'infrastructure qui recevront un soutien de relance.

Le 3 juillet 2020, la loi de la République n ° 11479 ou la loi antiterroriste de 2020 a été adoptée par le Congrès et promulguée par le Président.⁸ La définition du terrorisme dans la loi est si vague et large qu'elle couvre tous les actes destinés à provoquer la violence, à détruire ou à tuer. Elle viole ainsi le droit de parole et interdit les griefs légitimes, sans procédure régulière. Elle fixe des peines sévères pour les éventuels actes de terrorisme, telles que la réclusion à perpétuité sans libération conditionnelle. Elle met en place un Conseil antiterroriste (*Anti-Terrorism Council, ATC*) composé de représentants du cabinet, qui est autorisé à « désigner » des individus et des organisations comme terroristes. L'ATC peut ordonner l'arrestation de personnes désignées comme terroristes sans mandat officiel et leur détention dans des locaux non spécifiés sans inculpation formelle pendant 14 à 24 jours.

Dans son ensemble, la loi est anticonstitutionnelle et viole le principe de la séparation des pouvoirs des différentes branches du gouvernement. Elle est conçue pour arrêter et empêcher les protestations légitimes en restreignant les libertés fondamentales et les droits de l'Homme. En septembre 2020, 34 requêtes au total avaient été déposées devant la Cour suprême par divers groupes, y compris le Barreau intégré des Philippines et des organisations de peuples autochtones contestant la constitutionnalité de la loi.⁹

Attaques contre les peuples autochtones

À la suite de la publication du Décret 70 par le président Duterte en décembre 2018, le Groupe de travail national pour mettre fin au conflit armé communiste local (*National Task Force to End Local Communist Armed Conflict, NTF-ELCAC*) a accéléré le programme de contre-insurrection du gouvernement en 2020. Sous la direction du conseiller à la

sécurité nationale et du président de la Commission nationale sur les peuples autochtones (*National Commission on Indigenous Peoples, NCIP*), le NTF-ELCAC vise non seulement à écraser la résistance armée dans les campagnes, mais aussi à arrêter le soutien présumé venant des organisations juridiques progressistes de la ville. Dans ce processus, le NTF-ELCAC qualifie activement les organisations de peuples autochtones et les organisations non gouvernementales de fronts juridiques du Parti communiste des Philippines et de la nouvelle armée populaire (*Communist Party of the Philippines and New People's Army, CPP-NPA*).¹⁰ Les défenseurs des droits des peuples autochtones qui protègent leurs domaines ancestraux contre le pillage font partie des personnes ciblées et qualifiées de fronts communistes. Leurs membres sont diffamés comme terroristes par les médias sociaux et la distribution de matériel de propagande par le NTF-ELCAC.^{11,12}

D'après les rapports du renseignement militaire, les communautés autochtones sont parmi les principaux partisans du CPP-NPA. L'armée met donc en œuvre une approche « centrée sur les peuples autochtones » dans sa stratégie de contre-insurrection pan-nationale.¹³ Le NTF-ELCAC bloque activement les organisations autochtones, leurs dirigeants, les ONG de soutien et les défenseurs, ce qui entraîne une augmentation marquée des violations des droits individuels et collectifs des peuples autochtones.

Une campagne pour discréditer et délégitimer les organisations autochtones

Le gouvernement cible les organisations des peuples autochtones en utilisant une combinaison de diverses stratégies par l'intermédiaire des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif. Les lois et institutions de l'État telles que l'armée, les tribunaux, la police, les collectivités locales et les agences gouvernementales nationales sont armées pour attaquer les défenseurs des droits humains des peuples autochtones et leur refuser l'accès à la justice. Des rapports sur le terrain montrent que les ONG de développement sont vilipendées en tant que terroristes présumés ou de gauche et se voient refuser l'accès aux communautés pour la fourniture de secours et d'autres services. En outre, l'AFP a trompé et obligé les membres des organisations locales des peuples autochtones à « effacer » leurs noms en tant que partisans du NPA et à renoncer à leur appartenance à des organisations étiquetées rouges.

Le marquage terroriste s'est aggravé pendant la pandémie de COVID-19 et devrait s'intensifier avec la mise en œuvre de la loi antiterroriste de 2020. L'armée utilise de nombreux comptes Facebook pour répandre des mensonges, semer l'intrigue et détruire la réputation de dirigeants autochtones qui sont de bons citoyens. Un exemple est le cas du président de la Cordillera Peoples Alliance (CPA), Windel Bolinget, qui a été victime de nombreux messages malveillants sur les réseaux sociaux contre lui et sa famille.¹⁴ En outre, des bâches, des affiches et des tracts le diffamant ainsi que d'autres dirigeants et membres du CPA ont été dispersés, en plus des menaces de mort reçues par SMS, appel téléphonique et courrier. L'AFP mène une campagne de désinformation dans les barangays faisant référence au CPA en tant qu'organisation de façade du CPP-NPA-NDF.

L'AFP et la DILG poussent énergiquement les collectivités locales à émettre des résolutions déclarant le CPA *persona non grata* et à poster des publications annonçant cela. Tous ces mouvements indiquent une campagne systématique de l'armée pour discréditer et délégitimer le CPA et pour priver l'organisation de l'accès aux

communautés de la Région de la Cordillère. Il y a également eu des tentatives pour nier le rôle historique du NPA dans le mouvement des peuples autochtones. Cela a été fait à travers une série de publications sur Facebook par le maire de la municipalité de Sadanga, diffusant de fausses informations sur le mouvement populaire de la Cordillère et le CPA. Des mesures ont également été prises par le Bureau régional de la police dans la Cordillère (*Police Regional Office in the Cordillera, PRO-COR*) pour démolir le monument des héros à Tinglayan, Kalinga, qui a été créé par le CPA et la communauté locale Butbut pour honorer leur vaillante défense de leur terre contre la submersion par les barrages proposés sur la rivière Chico dans les années 1970 et 1980.

À Mindanao, les attaques contre les écoles Lumad se sont poursuivies même pendant le confinement. De mars à mai 2020, le réseau *Save Our Schools* (SOS) a documenté 32 attaques contre des écoles Lumad, y compris des fermetures forcées, des arrestations illégales d'étudiants et des bombardements aériens. Le dernier décompte est de 178 écoles Lumad qui ont été forcées de fermer depuis 2016, privant 5500 élèves de leur droit à l'éducation.¹⁵ De plus, dans le cadre du « nouveau système normal » de cours en ligne et d'apprentissage à distance, les enfants autochtones sont particulièrement désavantagés car il n'y a pratiquement pas d'accès à l'électricité, et encore moins à Internet, dans les communautés autochtones éloignées.

Criminalisation, accusations forgées de toutes pièces, meurtres

La loi de la République n ° 10 591, ou loi sur la réglementation complète des armes à feu et des munitions, a été utilisée pour accuser à tort, criminaliser, arrêter et détenir des peuples autochtones. Aucune distinction n'est faite entre les combattants et les civils. Des accusations criminelles truquées sont déposées contre des dirigeants et des membres autochtones par le biais de fouilles illégales, de dépôt de preuves de possession d'armes à feu et d'explosifs afin de déposer des accusations criminelles, d'arrestations et de détentions illégales et refuser une procédure régulière.

Parmi les récentes victimes se trouve Beatrice Belen, une dirigeante fidèle de la communauté autochtone Uma, Kalinga, active dans la lutte contre le projet géothermique Chevron dans leur communauté. Elle a été arrêtée le 25 octobre 2020 après une perquisition illégale sur de fausses accusations de possession illégale d'explosifs.

À Mindanao, Gloria Tumalon, une militante autochtone Manobo et opposante aux projets miniers, a été arrêtée à Surigao del Sur. Tumalon était l'une des 468 personnes accusées d'être membre du NPA.¹⁶

À Zambales, quatre membres de la communauté autochtone Ayta (deux fermiers et deux mineurs) ont été illégalement arrêtés et soumis à des tortures telles que le gavage de fèces par l'armée. Japer Gurung et Junior Ramos ont été arrêtés alors qu'ils évacuaient avec leurs familles leurs terres ancestrales en raison des opérations militaires en cours. Des accusations criminelles ont été déposées contre eux, notamment la possession illégale d'armes à feu, de munitions et d'explosifs. Cette affaire est la première accusation criminelle publiquement connue déposée en utilisant la loi antiterroriste de 2020.¹⁷

L'incident odieux le plus récent s'est produit sur l'île de Panay le 30 décembre 2020, où neuf chefs autochtones Tumandok non armés et non combattants ont été massacrés au cours d'une opération conjointe de la police nationale philippine, de l'armée et du groupe d'enquête et de détection criminelle à Tapaz, Capiz. Les membres de la famille d'Eliseo Gayas ont été sommés de quitter leur maison. Des agents armés sont alors entrés et l'ont tué par quatre coups de feu. Pendant ce temps, les maisons de Mario Aguirre et de Roy Giganto ont été pénétrées de force par des agents qui les ont abattus tous les deux dans leur sommeil, en présence de leurs familles. Au cours de la même opération, 16 autres autochtones Tumandok de différents barangays de Calinog, Iloilo et Tapaz, Capiz ont été arrêtés à l'aide de mandats de perquisition signés par un juge de la région métropolitaine de Manille. Les personnes arrêtées avaient des armes à feu et des explosifs placés sur eux comme preuves et ont été accusées d'avoir enfreint la loi de la République 10591 (loi de 2020 sur la réglementation complète des armes à feu et des munitions) et la RA 9516 pour possession illégale d'explosifs. Les personnes tuées et arrêtées étaient des dirigeants autochtones respectés dans leurs barangays respectifs qui résistaient fermement à la construction des barrages destructeurs de Jalaur Mega et Pan-ay. Leur combat continu pour défendre les droits des peuples autochtones est la raison pour laquelle ils ont été étiquetés par l'armée comme membres de groupes rebelles.¹⁸

Un développement agressif continu

Les opérations minières et d'autres projets de développement agressifs se sont poursuivis dans les territoires autochtones même pendant la quarantaine communautaire.

En juillet 2020, Sagittarius Mines, Inc. (SMI), développeur du projet cuivre-or Tampakan de 5,9 milliards de dollars US situé sur le territoire autochtone de B'laan à South Cotabato, a « réacquis » son certificat de conformité environnementale (ECC), l'une des exigences nécessaires pour passer à la phase de production commerciale. L'ECC de SMI, qui a été annulé en 2017, a été rétabli par le Bureau du Président (Office of the President, OP).¹⁹ Dans un développement plus tardif, un tribunal a confirmé l'interdiction de l'exploitation à ciel ouvert dans la province de South Cotabato.²⁰

Un autre exemple concerne les barrages de Kaliwa, Kanan et Laiban dans les provinces de Quezon et Rizal, qui déplaceront des milliers d'autochtones Dumagat et Remontado afin de fournir de l'eau à la région métropolitaine de Manille. La construction de la route d'accès au site du projet s'est poursuivie pendant le confinement.

Un autre cas emblématique est le New Clark City, dans le centre de Luzon, qui déplace les autochtones Ayta de leurs terres ancestrales pour faire place à un complexe sportif, un aéroport et une zone économique spéciale pour les investisseurs étrangers.²¹

Des protocoles de quarantaine ont été utilisés pour criminaliser les membres de la communauté défendant leurs terres contre les opérations minières d'Oceana-Gold sur des terres ancestrales. Le 6 avril 2020, une centaine de policiers en tenue de combat complète ont escorté des camions de la société apportant du carburant pour l'opération minière et ont violemment dispersé la barricade érigée par des Tuwali-Ifugao à Barangay Didipio, Nueva Vizcaya. Les barricadeurs tentaient d'arrêter l'exploitation

minière à ciel ouvert destructrice d'Oceana-Gold étant donné que son accord d'assistance financière et technique avec le gouvernement était déjà expiré.²² L'incident a conduit à l'arrestation de Rolando Pulido, président de l'organisation autochtone *Didipio Earth Savers Movement Association* (DESAMA), ainsi que de 14 autres personnes accusées d'avoir enfreint les directives pour une quarantaine communautaire renforcée et pour résistance et désobéissance à une personne en situation d'autorité. Au moins trois femmes autochtones ont été blessées lors de la violente dispersion.²³ Suite à une série de typhons qui a frappé Luzon en octobre 2020, le bassin de résidus d'Oceana-Gold a débordé, déversant des déchets miniers toxiques sur les rizières, les jardins et les ruisseaux.²⁴ Toujours en octobre, une trentaine d'éléments du PNP de Nueva Vizcaya ont escorté 50 agents de sécurité de la société minière pour livrer du carburant au site minier. Les responsables locaux du barangay et les groupes environnementaux ont tenté d'empêcher l'entrée illégale, mais la police aurait menacé les manifestants d'arrestation.²⁵

Le Département de l'environnement et des ressources naturelles prévoit également de faire progresser l'exploitation minière et le dragage des rivières afin de stimuler le programme de relance économique du pays.²⁶ L'exploitation minière à grande échelle aux Philippines est extrêmement destructrice et fait l'objet de nombreuses protestations de la part des communautés autochtones touchées et des défenseurs de l'environnement dans de nombreuses régions du pays.

En outre, le ministère de l'Agriculture (*Department of Agriculture, DA*) et la Commission nationale des peuples autochtones (*National Commission on Indigenous Peoples, NCIP*) ont proposé conjointement la mise en œuvre du programme *Plant, Plant, Plant* à Mindanao en ciblant les terres ancestrales des Lumad considérées comme des terres vides.²⁷ Le plan du gouvernement est de reprendre les terres ancestrales pour le développement en investissant dans l'agriculture commerciale, les plantations de palmiers à huile, les mines, les zones économiques spéciales et d'autres projets de développement agressifs. Cela constitue une menace pour les agriculteurs traditionnels autochtones dans leurs domaines ancestraux, ainsi que pour ceux qui dépendent des forêts pour leur subsistance.

Rapport du HCDH au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies

En réponse à la résolution 41/2 du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies (CDH), le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme (HCDH) a présenté un rapport complet sur la situation des droits de l'Homme aux Philippines lors de sa 44e session à Genève le 6 Juin 2020.²⁸ Le rapport décrit la situation des droits de l'Homme aux Philippines comme marquée par une focalisation sur l'ordre public et la sécurité nationale, y compris la lutte contre le terrorisme et les drogues illicites. L'État philippin aurait violé les droits de l'Homme dans sa réponse à la lutte contre le terrorisme et les conflits. En outre, le « marquage rouge » ou l'étiquetage d'individus et de groupes comme communistes ou terroristes a été considéré comme une menace persistante et puissante pour la société civile et la liberté d'expression.

En ce qui concerne la situation des peuples autochtones, le rapport du HCDH a constaté que divers projets controversés à grande échelle auxquels les communautés autochtones n'ont pas consenti restent en suspens. Les défenseurs des droits à la terre

et à l'environnement figuraient parmi les meurtres documentés de défenseurs des droits de l'Homme, dans une impunité généralisée. Il a été constaté que des enseignants et des étudiants de centres d'apprentissage communautaires autochtones gérés par des ONG avaient été attaqués et harcelés.

Parmi les principales recommandations d'action en direction du gouvernement philippin figuraient :

- la dissolution et le désarmement de tous les groupes paramilitaires privés et soutenus par l'État;
- la révision du décret 70 pour garantir le respect de l'état de droit et des normes et règles internationales relatives aux droits de l'Homme;
- la garantie du plein respect du principe du consentement libre, préalable et éclairé et une participation significative à toutes les étapes des projets de développement qui touchent les communautés autochtones; et
- la garantie de l'accès universel des enfants autochtones à une éducation de qualité conforme à leur identité culturelle, leur langue et leurs valeurs.

En réponse au rapport, le CDH a adopté une résolution lors de sa 45e session le 7 octobre 2020 appelant à « l'assistance technique et le renforcement des capacités » pour les efforts nationaux en matière de droits de l'Homme et exhortant la Haute-Commissaire Michelle Bachelet à « *apporter son soutien au pays dans sa poursuite pour le respect de ses obligations et engagements internationaux en matière de droits humains* ». La résolution notait également la coopération et la participation du gouvernement avec le CDH, y compris son « *annonce de la création d'un groupe d'examen qui réévaluerait les cas de décès survenus au cours d'opérations menées dans le cadre de la campagne contre les drogues illicites* ». Les groupes de défense des droits de l'Homme ont exprimé leur déception face à la résolution « *car elle est loin de répondre aux attentes des victimes de violations des droits de l'Homme* ». ²⁹

À la lumière de la pandémie continue de la COVID-19 et de la détérioration de la situation des droits de l'Homme dans le pays, les perspectives générales pour l'année à venir (2021) sont sombres. Les peuples autochtones se préparent à des jours difficiles jusqu'à la fin du mandat du président Duterte en 2022.

Notes and références

1. IBON International. "CPDG: Philippine CSOs denounce human rights violations and closing civic space amid COVID-19." Last modified 26 May 2020. <https://iboninternational.org/2020/05/26/cpdg-philippine-csos-denounce-human-rights-violations-and-closing-civic-space-amid-covid-19/>
2. Torres-Tupas, Tetch. "What you need to know when arrested for quarantine violation." Inquirer, 22 May 2020. <https://newsinfo.inquirer.net/1279565/what-arrested-for-quarantine-violators-need-to-know>
3. UP sa Halalan. "A Primer Bayanihan to Heal as One Act 2020." <https://polisci.upd.edu.ph/resources/bayanihan-primer/>
4. Katribu. "Phil. IPs amidst Covid-19 pandemic." Special Report, June 2020. https://aippnet.org/wp-content/uploads/2020/06/IPs-and-Covid-19_-Katribu-Special-Report.pdf
5. Cepeda, Mara. "House approves P1.3-trillion economic stimulus package vs pandemic." Rappler, 4 June 2020. <https://www.rappler.com/nation/house-3rd-reading-bill-economic-stimulus-package-coronavirus-pandemic>
6. The Build Build programme of the Duterte administration was initiated in July 2018 as a flagship programme under the Philippine Development Plan (PDP) 2017-2022.
7. Eighteenth Congress of the Republic of the Philippines. Republic Act (RA) No. 11494, Bayanihan II Act. 27 July 2020. <https://www.officialgazette.gov.ph/downloads/2020/09sep/20200911-RA-11494-RRD.pdf>
8. Eighteenth Congress of the Republic of the Philippines. Republic Act (RA) No. 11479, Anti-Terrorism Act of 2020. 22 July 2019. <https://www.officialgazette.gov.ph/downloads/2020/06jun/20200703-RA-11479->

- RRD.pdf Republic of the Philippines Department of Justice Anti-Terrorism Council. The 2020 Implementing Rules and Regulations of Republic Act No. 11479. 16 October 2020.
<https://www.doj.gov.ph/files/2020/news%20articles/IRR%20ATA%202020%20-%20CTC.PDF>
9. Buan, Lian. "IBP files 34th petition: Hard to defend suspects under vague anti-terror law." Rappler, 12 September 2020. <https://www.rappler.com/nation/ibp-34th-petition-anti-terror-law>
 10. Agoot, Liza. "IPs most affected by terrorist insurgency: NCIP chief." Philippine News Agency, 3 December 2019. <https://www.pna.gov.ph/articles/1087719>
 11. Asia Democracy Chronicles. "New Normal, Old Crisis." Last modified 10 December 2020. <https://adnasia.org/philippine-task-force-for-indigenous-peoples-rights-on-the-human-rights-situation-of-indigenous-peoples-during-the-covid-19-pandemic/>
 12. Katribu. "Phil. IPs amidst Covid-19 pandemic." Special Report, June 2020. <https://aippnet.org/wp-content/uploads/2020/06/IPs-and-Covid-19-Katribu-Special-Report.pdf>.
 13. According to Katribu, in a report submitted to the UPR, the Whole of Nation Initiative of the Philippine Army identifies IP communities, particularly the Lumad in Eastern Mindanao, as part of the New People's Army (NPA). It states that in Eastern Mindanao "74% of the NPA are IP", and that "90% of the NPA bases are in ancestral domains".
 14. Cordillera Peoples Alliance, 2020. "Appeal for Urgent Action on the Attacks Against the CPA and its Leaders." Facebook, 11 May 2020. <https://www.facebook.com/cpaphils/posts/3052051951498312>
 15. Save Our Schools Network, 2021. "Save Our Schools Network's Facebook Page." Facebook. <https://www.facebook.com/saveourschoolsnetwork>
 16. Aspinwall, Nick. "Philippines: brutal crackdown on activists and environmental defenders amid spread of Covid-19." Business & Human Rights Resource Centre, 6 April 2020. <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/philippines-brutal-crackdown-on-activists-and-environmental-defenders-amid-spread-of-covid-19/>
 17. Torres-Tupas, Tetch. "Anti-Terror Law's first hit: Two Aetas from Zambales – group." Inquirer, 18 November 2020. <https://newsinfo.inquirer.net/1362348/anti-terror-laws-first-hit-two-aetas-from-zambales-group#ixzz6iZcLN5Mp>
 18. Panay Today, 2021. "Panay Today's Facebook Page." Facebook. <https://www.facebook.com/panaytoday>
 19. Sarmiento, Bong S. "Environmental certificate for Tampakan project 'restored' by Office of the President." Mindanews, July 11, 2020. <https://www.mindanews.com/environment/2020/07/environmental-certificate-for-tampakan-project-restored-by-office-of-the-president/>
 20. Sarmiento, Bong S. "Philippine court upholds open-pit mining ban in Mindanao." Mongabay, 19 October 2020. <https://news.mongabay.com/2020/10/philippine-court-upholds-open-pit-mining-ban-in-mindanao/>
 21. Beltran, Bernice. "Philippines' 'Smart City' Threatens Tribal Displacement." The Diplomat, 8 January 2020. <https://thediplomat.com/2020/01/philippines-smart-city-threatens-tribal-displacement/>
 22. In a recent resolution, the Court of Appeal (CA) denied the petition of OceanaGold (Philippines), Inc., (OGPI) for an injunction allowing the resumption of its operations at Didipio mine in Nueva Vizcaya. The injunctive relief would have allowed the Didipio mine to keep operating pending its legal challenge against the 15 June 2019 order of Governor Carlos Padilla to shut down the mine in Barangay Didipio, Kasibu municipality. The closure order followed the expiry of a 25-year financial and technical assistance agreement (FTAA) on midnight of 20 June 2019. Abogado. "CA won't stop Didipio mine closure, but won't let OceanaGold save face by withdrawing case." Last modified 23 October 2020. https://abogado.com.ph/ca-wont-stop-didipio-mine-closure-but-wont-let-oceanagold-save-face-by-withdrawing-case/?fbclid=IwAR3PfASTyStfIlukYg3AZpUbh_UOVUahlo0RmvmMbc0Ecl0Dh0QG10f7Zxg
 23. Visaya, Vince Jacob A. "Police dismantle human barricade." The Manila Times, 8 April 2020. <https://www.manilatimes.net/2020/04/08/news/regions/police-dismantle-human-barricade/711197/>
 24. Judy Pasimio, LILAK, November 2020. <https://www.facebook.com/judy.a.pasimio/posts/10216017927274827>
 25. Alyansa Tigil Mina. "ATM Statement on illegal entry of fuel trucks in Nueva Vizcaya." Last modified 26 November, 2020. https://www.alyansatigilmina.net/single-post/2020/11/26/ATM-Statement-on-illegal-entry-of-fuel-trucks-in-Nueva-Vizcaya?fbclid=IwAR3R21qi_aeZKaKj5eOqRdHMhA0ykyWY5pL_xle_uHkuGf3Xm6fL7_yo
 26. Magsino, Dona. "DENR eyes mining, river dredging to spur economic recovery amid COVID-19." GMA News, 10 June 2020. <https://www.gmanetwork.com/news/news/nation/742025/denr-eyes-mining-river-dredging-to-spur-economic-recovery-amid-covid-19/story/>
 27. DA Communications Group. "DA eyes idle ancestral lands as food prod'n areas." Department of Agriculture, 16 April 2020. <https://www.da.gov.ph/da-eyes-idle-ancestral-lands-as-food-prodn-areas/>
 28. UN Human Rights Council. Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in the Philippines. 4 June 2020. <https://reliefweb.int/report/philippines/report-united-nations-high-commissioner-human-rights-situation-human-rights>
 29. Subingsubing, Krixia. "UNHRC resolution: No drug war probe but support, cooperation for PH efforts on human rights." Inquirer, 7 October 2020. <https://globalnation.inquirer.net/191417/unhrc-resolution-no-drug-war-probe-but-support-cooperation-for-ph-efforts-on-human-rights#ixzz6iZ6aNBv>

***Jill K. Cariño**, une Ibaloi Igorot, est l'actuel vice-président pour les affaires extérieures de l'Alliance des peuples de la Cordillère, et animateur et directeur exécutif du Groupe de travail philippin pour les droits des peuples autochtones (Philippine Task Force for Indigenous Peoples' Rights - TFIP), un réseau de 11 organisations non gouvernementales aux Philippines qui font avancer la cause des peuples autochtones.*

Source : IWGIA ***The Indigenous World*** 2021

Traduction par **Aurélie Druguet**, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie